

La contrebande au Brésil



Fernando RABOSSI¹

Anthropologue, Institut de philosophie et de sciences sociales, Université Fédérale de Rio de Janeiro, Brésil^{2,3}

TITLE

Quantifying smuggling in Brazil

RÉSUMÉ

Selon les médias brésiliens, la contrebande semble avoir atteint des proportions alarmantes depuis 2014. Ou du moins, c'est ce que disent certains acteurs. Qui sont-ils ? Quels sont les chiffres mobilisés ? Dans quels événements apparaissent-ils ? Cet article analyse l'irruption de la contrebande dans le débat public brésilien, en prêtant attention aux données mobilisées, aux acteurs impliqués, aux objectifs qu'ils poursuivent et aux conséquences sociales que cela induit.

Mots-clés : Brésil, contrebande, chiffres publics, performances, Paraguay, frontières, cigarettes.

ABSTRACT

According to the Brazilian media, smuggling seems to have reached alarming proportions since 2014. Or at least, that's what some actors say. Who are they? What figures do they present? In which events do they appear? This article analyzes the emergence of contraband in the Brazilian public debate, paying attention to the data mobilized, the actors involved, the objectives they pursue and the social consequences that this entails.

Keywords: Brazil, smuggling, public figures, performances, Paraguay, borders, cigarettes.

Si on en croit les médias brésiliens, il semble que la contrebande ait atteint des niveaux alarmants pour l'économie brésilienne depuis 2014. Les chiffres avancés pour soutenir cette thèse ont été répétés par des journalistes, des analystes et par des porte-paroles de plusieurs associations rassemblant des entreprises nationales et transnationales. Pour comprendre le processus qui permet de rendre naturel un tel portrait, nous devons examiner trois éléments interconnectés que sont les modalités de production des chiffres sur la contrebande, les acteurs qui ont contribué à cette production et les espaces d'énonciation de ce portrait. Cet article porte sur ces éléments permettant de présenter une combinaison récurrente dans la production de sujets similaires dans le débat public. Cela n'est pas propre au Brésil : ce processus fait partie des stratégies de lobbying de certains groupes qui arrivent à imposer leurs intérêts particuliers comme problèmes publics.

1. Inscrire un problème dans le débat public

En septembre 2014, l'Institut Brésilien pour l'Éthique dans la Compétition (ETCO) et le Forum National de Lutte contre le Piratage et l'illégalité (FNCP), en lien avec 18 associations issues du secteur économique, ont présenté un manifeste dans lequel ils demandaient le soutien des candidats à l'élection présidentielle d'octobre 2014 pour protéger le « marché légal ». Le

1. rabossi@rocketmail.com

2. Traduction de Jean-Christophe Thalabard, Professeur Univ. Paris-Descartes et Grégory Salle, Chargé de recherche au CNRS, CLERSÉ, Université Lille 1.

3. Cet article est rédigé d'après Rabossi (2018). La recherche a reçu le soutien de la Coordination de Perfectionnement du Personnel Diplômé (CAPES) et de la Fondation pour la Recherche de Sao Paulo (Fapesp 2013/26116-5, projet coordonné par Vera da Silva Telles).

Mouvement de Défense du Marché Légal Brésilien qui signait le manifeste soulignait 12 points qui pouvaient être regroupés en deux axes⁴. Ils préconisaient deux mesures : d'une part la mise en œuvre d'un resserrement de la lutte contre le piratage, la contrebande et la contrefaçon ; d'autre part, une libéralisation de l'économie en réduisant les taxes et en simplifiant les procédures bureaucratiques. À la fin de 2014, l'Association Brésilienne de lutte contre la Contrefaçon (ABCF) et l'Institut de Développement Social et Économique des Frontières (IDESF) s'impliquèrent également dans l'organisation du mouvement, qui actuellement, d'après eux, représente plus de 70 associations.

Quelles sont ces organisations ? ETCO et FNCP sont des associations du monde des affaires qui fonctionnent comme des intermédiaires transversaux, dans la mesure où elles rassemblent un grand nombre de personnes impliquées dans la lutte contre les pratiques illégales. ETCO a été créée à l'initiative de plusieurs entreprises, lesquelles constituent, actuellement, ses chambres commerciales sectorielles : le tabac (Souza Cruz, filiale locale de British America Tobacco), la bière (AmBev), les boissons non alcoolisées (Coca-Cola, Pepsi, AmBev) et le fioul (SINDICOM – Association des distributeurs de fioul). Fondée en 2003 – année du début au gouvernement du Parti des Travailleurs (PT) – elle promeut des actions en faveur d'un meilleur environnement des affaires. Fondée la même année, la FNCP est soutenue par des entreprises comme HP, Microsoft, Colgate, Palmolive, Xerox, Philip Morris, Souza Cruz et des associations sectorielles d'autres groupes et organisations. ABCF apporte son soutien opérationnel aux entreprises et IDESF est une création d'ABCF. Depuis les années 1990, ABCF représente des compagnies comme Abbot, AmBev, Caloi, Coca-Cola, Globo, H. Stern, Johnson & Johnson, Kaiser, Levi, Motorola, Philips, Soza Cruz, Unilever, Votorantim. Elle mène des enquêtes et intervient dans des poursuites judiciaires dans des cas de contrefaçon des marques concernées. IDESF a été fondée en 2013 par des représentants d'ABCF à Foz do Iguazu, haut lieu de commerce à la frontière avec le Paraguay et l'Argentine, dans la zone dite de la Triple Frontière (voir la figure 1)⁵.

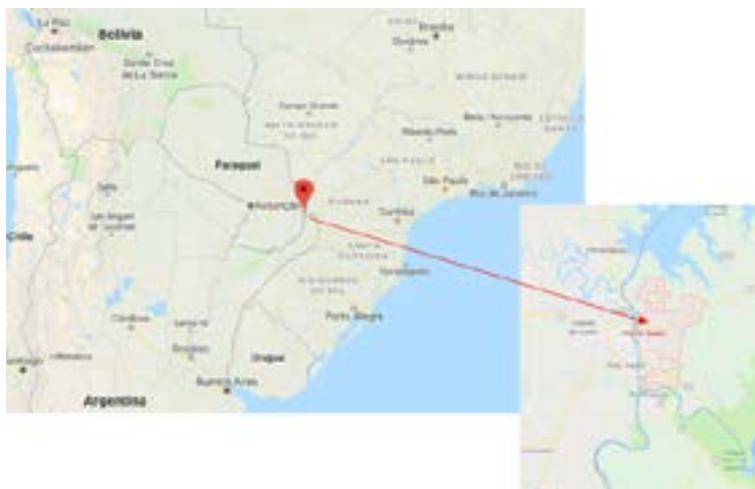


Figure 1 – Carte de la zone dite de la Triple Frontière
(Foz do Iguazu (Brésil), Ciudad del Este (Paraguay) et Puerto Iguazú (Argentine))
Google Maps, 2018, <https://goo.gl/maps/FEjQ6UfQZAv> et <https://goo.gl/maps/1w9is7PCtcR2>

Le Mouvement de Défense du Marché Légal Brésilien représente une nouvelle articulation de plusieurs organisations financées par des entreprises et des secteurs industriels œuvrant dans les domaines du lobbying et de la défense des droits de propriété intellectuelle, de la

4. Pour une description du mouvement : <http://www.naoacontrabando.com.br/quem-somos/>

5. Pour une analyse des circuits commerciaux de la région, voir Rabossi (2012). Pour une description de la présence arabe et musulmane dans la région, voir Rabossi (2014). Pour une analyse ethnographique approfondie du microcrédit et les technologies financières à Ciudad del Este, voir Schuster (2015). Ieva Jusionyte a entrepris une analyse ethnographique de la manière dont la sécurité est perçue, construite, et expérimentée à travers la lentille des médias, en particulier du côté argentin de la frontière (Jusionyte, 2015). Voir Montenegro et Béliveau (2006) pour une analyse des représentations de la région. Carmen Ferradás fournit une première analyse anthropologique de la région (Ferradás, 1998).

lutte contre la contrefaçon et de la coordination intersectorielle (Mizukami *et al.*, 2011)⁶. Depuis la constitution du Mouvement, la contrebande a remplacé la contrefaçon dans la pratique et la rhétorique des institutions telles que ETCO, FNCP et ABCF. Comme pour la contrefaçon, le lien présumé avec le crime organisé est un aspect crucial pour la construction de l'urgence de la campagne. Selon leur script, les conditions qui encouragent la contrebande sont des taxes élevées et un environnement difficile pour les entreprises. Derrière chaque intervention dénonçant l'augmentation de la contrebande et son lien avec le crime organisé, il existe une demande pour des réductions d'impôt.

Le Manifeste pour la Défense du Marché Légal Brésilien a transformé la contrebande en une référence de choix pour organiser le discours et les revendications du mouvement. En 2015, ses promoteurs ont instauré l'observation d'une Journée Nationale de la Lutte contre la Contrebande le 3 mars. Lors de sa première édition, qui a bénéficié d'une importante couverture médiatique, ils ont présenté les résultats d'une recherche sur la contrebande menée par l'IDESF à Foz do Iguçu, accompagnés de revendications auprès du gouvernement – en lien avec certains membres du congrès – à Brasilia.

Au cours de l'année 2015, deux des principaux journaux brésiliens – *Folha de São Paulo* et le *Correio Braziliense* – ont organisé des séminaires sur la contrebande qui ont donné lieu à des numéros spéciaux en version papier. Les chiffres et les revendications étaient les mêmes que ceux présentés auparavant. Les séminaires ont bénéficié de la participation de personnalités officielles fédérales et gouvernementales (dont le ministre de la justice), d'hommes d'affaires, de politiciens, de journalistes et de porte-paroles du Mouvement pour la Défense du Marché Légal Brésilien. Les deux séminaires ont été financés par ETCO, FNCP, ABCF et l'IDESF. Lors de l'édition 2016 de la Journée Nationale de la Lutte contre la Contrebande, en plus de présenter les chiffres actualisés par rapport aux chiffres de l'année antérieure, les médias suivirent quelques manifestations contre la contrebande, là où des groupes de « contrebandiers » – en une protestation espiègle, comme l'un des organisateurs l'a décrite – ont remercié le gouvernement fédéral pour son inefficacité dans son combat contre la contrebande, une pratique qui « n'a bénéficié qu'au crime organisé ».



Figure 2 – *Manifestation contre la contrebande devant le palais Planalto à Brasilia (2016)*
(Copyright : Antonio Cruz/Agência Brasil)

En un peu plus d'un an, les mêmes acteurs, les mêmes chiffres et arguments appaurent de manière répétée dans les médias, présentant la contrebande comme un immense problème

6. Pour comprendre la politique brésilienne en matière de propriété intellectuelle et l'importance des organisations mentionnées, voir Mizukami et al. (2011). Pour le cas spécifique des cigarettes, voir Francisco (2014) ; pour un aperçu au niveau international, voir Karaganis (2011).

pour le Brésil. L'attention des médias que le mouvement avait gagnée reposait sur la trajectoire de certains de ses membres et la puissance des compagnies qu'ils représentaient. Par exemple, le président de l'ETCO a travaillé de 1979 à 2011 pour Gupo Globo – la principale entreprise de media au Brésil – et était responsable de ses relations institutionnelles. Le caractère central de la couverture médiatique rend cruciale pour nous la compréhension de la nature de ces événements : il faut comprendre comment des actes parviennent à ce que certains faits et leurs interprétations puissent être présentés comme faisant actualité.

La quantification de la contrebande est essentielle pour mettre en évidence la gravité du problème et pour identifier le secteur qui en a le plus souffert : les compagnies produisant du tabac. En 2015, il a été dit que le Brésil avait perdu 100 000 000 000 réaux brésiliens avec la contrebande et que près de 70% des produits de contrebande au Brésil correspondent à des cigarettes. Les taxes sont considérées comme une des meilleures incitations pour la contrebande. Leur diminution est une réclamation explicite et implicite. Le rapport de l'IDESF fournit des chiffres qui sont répétés en boucle depuis leur publication initiale. Il est donc important de les examiner en détail.

2. Les chiffres de (la) contrebande

Le « Coût de la Contrebande » est le rapport présenté lors de la première Journée Nationale de la Lutte contre la Contrebande (IDESF, 2015). Le rapport a été coordonné et réalisé par l'IDESF avec la Société Gaúcha d'Opinion Publique et de Statistiques (EGOPE)⁷, une société d'études de marché et d'études d'opinion basée à Lajedo, une petite ville de l'État de Rio Grande do Sul.

Le rapport se compose de :

- « données générales » : description des circuits de contrebande qui relient la ville de Ciudad del Este (Paraguay), Foz do Iguazu et Sao Paulo ;
- « top 10 » : analyse des coûts et profits des 10 produits faisant le plus l'objet de contrebande lors de leur achat au Paraguay et lorsqu'ils sont vendus à Sao Paulo ;
- une description du marché de la cigarette de contrebande.



Les données générales – décrites comme des découvertes lors de la présentation de la recherche et amplifiées par les médias – proviennent de 15 interviews avec des « contrebandiers » sur des sujets comme le revenu, le nombre d'employés travaillant pour un patron, le nombre de voyages et la quantité de biens transportés. Presque tous les chiffres ont été présentés sans explication sur la façon dont ils ont été calculés, en incluant des allégations sur les « 15 000 personnes directement impliquées dans la contrebande dans la région de Foz do Iguazu » (IDESF, 2015), avec un revenu moyen de 985 réaux, le revenu étant concentré chez les 2% qui contrôlent les affaires. Si les données générales ont été obtenues à l'aide d'une méthodologie qualitative, le texte n'explique pas comment ces données ont été transformées en données quantitatives.

Le rapport sur le coût de la contrebande présente les dix produits faisant le plus l'objet de contrebande, sur la foi des saisies du Service Fédéral des Revenus. Le tableau 1 montre les données (exprimées en pourcentages) correspondant à la contrebande, à la frontière entre le Paraguay et le Brésil, des produits suivants : cigarettes (67,44%), équipements électroniques (15,42%), ordinateurs et périphériques (5,04%), habits (3,03%), parfums (2,45%), montres (2,03%), jouets (1,89%), lunettes (1,5%), médicaments (0,85%), boissons et sodas (0,35%). Lorsque le rapport s'intéresse aux cigarettes de contrebande, les pourcentages sont projetés au niveau

7. Au Brésil, le « gaúcho » est celui qui est né dans l'état de Rio Grande do Sul, l'état du sud du pays. Par dérivation, « gaúcho » est le nom utilisé pour désigner la région.

national : « comme nous l'avons vu précédemment, les cigarettes représentent 67,44% de toute la contrebande qui entre par les frontières, l'équivalent de 6.6 milliards de réaux si on prend en compte les pertes pour l'industrie et les taxes. Ce décompte inclut 4,5 milliards de réaux d'impôts que l'État ne peut récupérer » (IDESF, 2015).

Trois opérations ont abouti aux chiffres qui circulent dans les médias. Premièrement, certains items ont été exclus de la liste originale des saisies réalisées à Foz de Iguaçu. Deuxièmement, les pourcentages ont été recalculés sans les quantités correspondants aux items exclus. Troisièmement, ces nombres manipulés qui ne prennent pas en compte la totalité des saisies ont été projetés pour le pays entier. Nous pouvons ainsi repérer ces opérations en suivant les transformations du Tableau 1. Des saisies à Foz de Iguaçu (colonne 2), certains items ont été exclus (colonne 3), et les pourcentages des dix produits les plus sujets à la contrebande ont été recalculés à partir de ces quantités partielles (colonne 4). Les différences que ces opérations ont produites peuvent être mises en évidence en comparant d'une part le rang et le pourcentage calculés par l'IDESF et d'autre part ceux des saisies réalisées par le Service du Revenu Fédéral à Foz de Iguaçu (Colonne 5) et au Brésil (colonne 6).

La différence entre le niveau des cigarettes de contrebande selon l'IDESF (colonne 4) et les saisies du Service Fédéral des Revenus du Brésil (colonne 6) est énorme près de 70% de toute la contrebande pour l'IDESF contre moins de 30% si on se fie aux saisies effectives. Ce nombre non seulement attire l'attention des médias – il apparaît dans plusieurs « unes » de presse et spots télévisés – mais il représente également un des principaux exemples utilisés par les porte-paroles de l'ETCO, du FNCP, de l'IDESF et de l'ABCF pour confirmer la connexion entre la montée des impôts et l'extension de la contrebande.

Produits	Saisies RF - Foz do Iguaçu en \$ US	Montants utilisés pour calcul du % par l'IDESF	IDESF TOP 10		RF - Foz do Iguaçu		RF - Brésil	
			%	#	%	#	%	#
Cigarettes	64 963 991,00	64 963 991,00	67,44	1°	51,86	1°	28,61	2°
Véhicules	20 758 643,00				16,57	2°	5,38	4°
Appareils électroniques	14 855 021,00	14 855 021,00	15,42	2°	11,86	3°	8,43	3°
Autres produits	7 405 453,00				5,92	4°	40,74	1°
Orinateurs et accessoires	4 852 927,00	4 852 927,00	5,04	3°	3,87	5°	2,29	7°
Habits	2 921 005,00	2 921 005,00	3,03	4°	2,34	6°	5,24	5°
Parfums	2 359 588,00	2 359 588,00	2,45	5°	1,88	7°	0,7	12°
Montres	1 957 027,00	1 957 027,00	2,03	6°	1,56	8°	2,18	8°
Jouets	1 820 297,00	1 820 297,00	1,89	7°	1,45	9°	1,23	9°
Lunettes	1 440 367,00	1 440 367,00	1,5	8°	1,15	10°	3,09	6°
Médicaments	819 278,00	819 278,00	0,85	9°	0,65	11°	0,25	13°
Support optiques (enregistrés)	582 701,00				0,46	12°	0,78	11°
Boissons et Sodas	338 152,00	338 152,00	0,35	10°	0,28	13°	0,83	10°
Support optiques vierges	193 852,00				0,15	14°	0,25	14°
TOTAL	125 268 302,00	96 327 653,00	100		100		100	

Tableau 1 – Estimation de la contrebande en 2014
(produits saisis à Foz do Iguaçu, en dollars US)

Sources : IDESF (IDESF, 2015), FR Foz do Iguaçu (Lichacovski, 2015), RF-Brésil (RFB, 2014)

Note : # = « rang »

La reconversion du pourcentage en valeur monétaire permet de gonfler le chiffre utilisé pour calculer les pertes commerciales et fiscales. Les saisies totales par le Service Fédéral des Revenus en 2014 étaient de 1,8 milliards de réaux et les saisies de cigarettes correspondaient à 515.319.232,73 réaux, équivalant à 28,61% (RFB, 2014). Si nous recalculons le montant total en utilisant le pourcentage produit par l'IDESF (67,44% des 1,8 milliards de réaux), nous obtenons un montant de 1,2 milliards de réaux. Ce montant obtenu par multiplication par un « facteur multiplicatif » apparemment « officiel », qui indique que seulement 5 à 10% des biens entrés en contrebande dans le pays sont saisis.

Le rapport calcule ensuite ce que les industriels pourraient avoir gagné en produisant et en vendant une même quantité de cigarettes correspondant à ce montant et combien le gouvernement pourrait avoir gagné s'il avait perçu ces impôts. Les « pertes brésiliennes » sont obtenues à partir de ce type de projection. Cependant, arrivés à ce stade, il est facile de comprendre que les nombres agglomérés de pertes sont un assemblage de sources disparates, d'approximations et de manipulations. La limite entre description factuelle et lobbying est brouillée et la manipulation des chiffres pour imposer des préférences et intérêts dans le débat public devient claire.

Si les chiffres de la contrebande des cigarettes montrent une distorsion flagrante, les « 100 milliards de réaux perdus par le Brésil » du fait de la contrebande, selon le nombre rapporté lors de la première célébration de la Journée Nationale de la Lutte contre la Contrebande et répété à n'en plus finir par la suite, n'apparaissent même pas dans le rapport de l'IDESF. Ces chiffres ont été mentionnés pour la première fois en 2005 par le directeur du Service Fédéral des revenus de la 9e région où Foz do Iguazu est située (Agência Brasil, 2005) et ont été répétés en 2013. Tout comme le facteur multiplicatif « officiel »⁸ précédemment cité, les chiffres énoncés par les acteurs officiels – indépendamment du fait qu'ils résultent d'une définition cohérente et consistante ainsi que d'une recherche, ou bien d'une estimation « pifométrique », comme ce fut le cas dans ces occasions – sont devenus les chiffres officiels mobilisés dans la construction d'un portrait de la contrebande.

Conclusion

Comme l'affirmait Peter Andreas, « *l'illicéité rend possible une politique de chiffres particulièrement susceptible de spéculation, de distorsion et parfois même de fabrication pure et simple qui est rarement mise en cause ou contestée dans les débats politiques et les reportages des médias* » (Andreas, 2010, p. 23). La possibilité de définir la réalité de la contrebande en si peu de temps, en la rendant « objective » de manière efficace, est à mettre en rapport avec une conjoncture très particulière. La manipulation des données qui a capté l'attention des médias a fonctionné du fait d'un scénario qui avait déjà été préparé pour avoir l'effet qui a été atteint. La présentation progressive de cette réalité et les propositions répétées pour y remédier – une réduction des impôts – soulignent la stratégie de lobbying mise en œuvre par ses acteurs. Si les conditions d'application de cette stratégie étaient conjoncturelles, les conséquences ont perduré : le renforcement de la criminalisation de certaines pratiques, la circonscription des problèmes dans certains lieux (frontières et bidonvilles) et la naturalisation des réclamations des grandes entreprises en guise d'intérêt général.

8. La valeur a été initialement mentionnée par un procureur fédéral dans un procès civil contre un syndicat demandant plus d'agents fédéraux pour contrôler la région en 2014.

Références

- Agência Brasil (2005), « Receita apurou no primeiro semestre R\$ 109 milhões com apreensões de mercadorias », *A Tribuna de Paraná*, April 8, 2005, <http://www.tribunapr.com.br/noticias/receita->
- Andreas P. (2010), « The politics of measuring illicit flows and policy effectiveness », in P. Andreas and K. M. Greenhill (eds.), *Sex, drugs, and body counts: The politics of numbers in global crime and conflict*, Ithaca, NY, Cornell University Press, pp. 23-45.
- Ferradás C. (1998), « How a green wilderness became a trade wilderness: The story of a southern cone frontier », *PoLAR*, vol. 21, n° 2, pp. 11-25.
- Francisco P. A. P. (2014), « Fronteiras estratégicas: O contrabando de cigarros paraguaios no Brasil », Dissertation de Maîtrise en sociologie et anthropologie, Université fédérale de Rio de Janeiro.
- IDESF (2015), *O custo do Contrabando*, Foz do Iguaçu, Instituto de Desenvolvimento Econômico e Social de Fronteiras (<http://www.naoacontrabando.com.br/wp-content/uploads/2015/05/O-custo-do-contrabando.pdf>).
- Jusonyte I. (2015), *Savage frontier: Making news and security on the Argentine border*, Oakland, University of California Press.
- Karaganis J. (ed.) (2011), *Media piracy in emerging economies*, New York, SSRC.
- Lichacovski L. (2015), « Receita federal superou R\$330 milhões em apreensões em 2014 », 08/01/2015, <http://www.clickfozdoiguacu.com.br/receita-federal-superou-r330-milhoes-em-apreensoes-em-2014/>
- Mizukami P. N., O. Castro, L. F. Moncau, and R. Lemos (2011), « Brazil », in J. Karaganis (ed.), *Media piracy in emerging economies*, New York, SSRC, pp. 217-304.
- Montenegro S. and V. G. Béliveau (2006), *La Triple Frontera: Globalización y construcción del espacio*, Buenos Aires, Miño y Dávila Editores.
- Rabossi F. (2012), « Ciudad del Este and the Brazilian circuits of commercial distribution », in G. L. Ribeiro, G. C. Mathews, and C. J. A. Vega (eds.), *Globalization from below: The world's other economy*, London, Routledge, pp. 54-68.
- Rabossi F. (2014), « Terrorist frontier cell or cosmopolitan commercial hub? The Arab and Muslim presence at the border of Paraguay, Brazil and Argentina », in P. Amar (ed.), *The Middle East and Brazil: Perspectives on the new global South*, Bloomington, Indiana University Press, pp. 92-115.
- Rabossi F. (2018), « Smuggling realities: On numbers, borders, and performances », *HAU: Journal of Ethnographic Theory*, vol. 8, n° 1/2, pp. 265-281.
- RFB (2014), *Balanço Aduaneiro – 2014*, Brasília, Receita Federal.
- Schuster C. E. (2015), *Social collateral: Women and microfinance in Paraguay's smuggling economy*, Oakland, University of California Press.